

# Réflexions sur un héritage

---

par  
Jean - Claude  
Favez

┌ Ces réflexions sur un héritage ne seront pas celles d'un spécialiste de l'histoire des institutions de la Suisse, mais celles d'un observateur de la Suisse actuelle, dans la perspective d'un historien généraliste du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle. Je n'apporterai donc ni information originale, ni perspective nouvelle pour comprendre le passé que nous célébrons. Pour définir mon propos, je partirai de deux étonnements, deux interrogations contempo-

raines, que j'essaierai de raccrocher à la thématique abordée.

Ces deux interrogations me paraissent aujourd'hui caractériser le rapport de l'histoire au présent, avec en arrière-fond un problème qui nous concerne tous, que nous soyons ou non historiens de la Suisse, à savoir le problème surgi depuis quelques années du passé de notre pays pendant la Deuxième Guerre mondiale, problème à la fois d'ordre

scientifique, politique et civique et qui génère en même temps sentiment de douleur et volonté de compréhension.

Il y a dix ans, la chute du Mur de Berlin paraissait rendre toute chose nouvelle. La contrainte qui pesait sur nous – du fait de la guerre froide qui bloquait en quelque sorte notre compréhension du monde et notre capacité de faire évoluer la société et les relations internationales – céda alors la place à un espoir que l'on pourrait résumer de deux mots : la liberté et la transparence. Il suffit de relire ce que l'on pouvait écrire en 1989 pour réaliser à quel point nous étions à ce moment-là tous persuadés que nous allions au-devant d'un monde de transparence et de liberté qui ne serait pas forcément meilleur à court terme, mais qui pourrait le devenir grâce à la liberté retrouvée du marché et à l'instauration de cette transparence qui est celle des esprits libres, planétaires. Le chaos actuel dont la presse se fait quotidiennement l'écho non seulement prouve l'inanité de cet espoir, mais il exprime aussi une opacité d'une rare intensité. Cette transparence de l'histoire qu'annonçait la chute du Mur de Berlin nous renvoie aujourd'hui à notre perplexité devant, par exemple, la crise russe ou celle de la bourse mondiale. On peut même dire que la fin de l'histoire se manifeste avant tout par l'impossibilité dans laquelle nous nous trouvons maintenant de dire quelque chose sur le passé qui puisse nous aider à comprendre le présent.

La crise qui nous affecte – et je reviens ainsi au problème des fonds en déshérence et de toutes les questions qui ont surgi autour du passé de la Suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale – est avant tout une crise de l'histoire et de la fonction de référence que cette dernière a jouée depuis 1848 et auparavant. Il a suffi, en effet, des excuses publiques d'un conseiller fédéral en 1995, à propos du signe discriminatoire imposé depuis 1938 dans les passeports des juifs du Reich, pour que cette histoire devienne suspecte à de nombreux compatriotes et suscite par là le grand ques-

tionnement et le grand intérêt des historiens. Certes, ce soupçon qui est maintenant porté sur l'histoire de la Suisse, pendant la Deuxième Guerre mondiale se distribue de façon inégale, selon les générations, les milieux sociaux, les appartenances politiques, la géographie même, mais ce soupçon est globalement désormais celui d'une nation. Nous avons donc, comme l'a écrit Marie-Jeanne Galbin dans les cahiers *Autres Temps*, à nous interroger sur ce besoin d'histoire véritable qui monte maintenant de toutes parts dans le pays, ce besoin d'histoire véritable qui veut dire que l'histoire précédente n'était pas véritable et qu'il faut par conséquent la réécrire. On dira que de tout temps, il y a eu des Suisses pour critiquer la Suisse. On dira que de tout temps il y a eu des malaises helvétiques – pour citer le titre d'un petit ouvrage de Max Imboden, *Helvetisches Malaise*, paru la même année que l'Exposition nationale de Lausanne de 1964 où la Suisse procédait déjà à un examen de conscience. Et on peut remonter encore plus loin dans le temps ; on retrouvera effectivement souvent cette tendance que nous avons de nous introspecter. Mais, cette introspection qui fait partie de nous-mêmes n'est pas comparable avec la crise dont je viens de parler, du malaise de l'histoire de la Suisse. Ce que nous avons affronté en réalité aujourd'hui, ce n'est pas simplement un malaise traditionnel ; c'est un aveu d'incompréhension devant la perte des repères et des valeurs de notre histoire nationale.

Voilà mon point de départ à partir duquel j'aimerais faire quelques remarques en commençant d'abord par ce que j'ai appelé l'événement de 1848.

L'événement de 1848, c'est-à-dire le remplacement d'une alliance d'Etats par un Etat fédéral, marque l'aboutissement d'une longue histoire conflictuelle, dont les enjeux sont bien exprimés par le recours à la guerre pour trancher le nœud gordien de la création du nouvel Etat. L'histoire, en effet, aboutit à cela, c'est je dirais son sens, ce sens que les radicaux et les libéraux vont imposer à la

minorité vaincue du Sonderbund, aux conservateurs et aux catholiques. Cet aboutissement, dont l'histoire est grosse à ce moment-là, est donc plus que simplement une guerre civile, c'est une *révolution* qui donne à la guerre civile la portée fondamentale et historique qui la caractérise. C'est une *révolution* comme si tous les événements contradictoires et désordonnés des décennies précédentes devaient finalement déboucher dans la guerre pour prendre sens. L'histoire de la guerre du Sonderbund et celle de ses origines, il me semble, mériteraient d'être reprises dans cette perspective de guerre civile et de révolution. La question essentielle de 1848, celle de la souveraineté et de l'indépendance, a été réglée par la coïncidence de trois facteurs : la détermination des radicaux, l'habile humanité de Dufour (homme du juste milieu et dont la figure représente assez bien la transition de l'histoire héroïque à l'histoire bourgeoise, de la politique aux affaires) et le déferlement de la révolution sur le continent européen qui a empêché les puissances d'ordre d'intervenir, comme elles l'avaient annoncé, dans les affaires de la Confédération. (Ce qui prouve que ce n'est pas tellement la main de Dieu qui fait l'histoire que le fait que les radicaux étaient à ce moment-là en phase avec les esprits avancés sur le continent). Il faut le rappeler, parce si on sait quand on commence une guerre civile, on ne sait jamais comment et dans quel état on la termine. Contrairement à la guerre de Sécession, la guerre civile de 1847-48 a débouché sur une explication qui est restée limitée militairement, alors qu'elle avait toutes les raisons – par les ingrédients idéologiques, religieux, sociaux qu'elle mettait en œuvre – de devenir une guerre de longue durée, une guerre fratricide, une guerre extrêmement coûteuse pour la Suisse

L'armée, premier corps fédéral et la neutralité permanente, ancrée à la fois dans l'histoire et dans le droit international depuis 1815, ont été les instruments de la naissance du nouvel Etat et les garanties de sa souveraineté et de

son équilibre intérieur. En conséquence, l'armée et la neutralité permanente font partie de l'identité helvétique, de son passé, de son présent et de son avenir ; elles s'inscrivent dans une longue histoire, car l'histoire de l'armée est aussi celle des alliances des Etats confédérés, et dans un projet politique modernisateur, celui des libéraux-radicaux qui répond aux besoins d'une bourgeoisie libérale et d'une société industrielle avancée. Mais, sans l'existence de cette conscience historique justifiée par la victoire des armes, le projet radical-libéral aurait pu se déliter, il aurait pu échouer, on l'oublie quelquefois, et aboutir à la destruction du nouvel Etat ou à sa réduction au rang d'objet de l'histoire.

L'historiographie catholique-conservatrice d'abord, contemporaine ensuite, l'a bien montré : il n'y a, en fait, pas vraiment de compromis culturel et politique, entre les vainqueurs et les vaincus du Sonderbund dans les décennies qui suivent la constitution de l'Etat fédéral. Il faut qu'on le rappelle aussi envers une historiographie qui a un peu trop tendance à considérer, qu'après la victoire des radicaux, la paix s'est rétablie entre les Confédérés. Il n'y aura d'ailleurs pas non plus de compromis, en réalité, entre les maîtres et les esclaves de la Révolution industrielle, c'est-à-dire entre les milieux d'affaires et les ouvriers. Par contre, ce qui a caractérisé la liquidation de la période du Sonderbund, c'est un usage limité de la violence par ceux qui détiennent le pouvoir et sa légitimité. Sans doute devrions-nous, en Suisse, nous interroger un peu plus sur la violence dans la politique et sur l'usage raisonné de la violence dans ce pays, que nous confondons souvent avec le besoin et l'habileté du compromis, ce qui me paraît autre chose. La question, je crois, reste posée de l'origine de cette sagesse helvétique dans l'usage limité de la violence. Vient-elle de l'histoire contrastée des divisions entre les Confédérés au cours des siècles précédents – car notre passé est un passé de conflits contrastés ? Vient-elle de l'espèce de tache laissée sur la naissance du nouvel Etat par le fait

d'avoir dû recourir à la violence pour imposer une solution? Naît-elle aussi de la tradition républicaine censée fonder la démocratie directe?

Ce statut particulier de la violence intestine politique et sociale, combinée au savoir-faire des Confédérés en matière de pesée des minorités dans le cadre des alliances fédérales, permet en tout cas l'évolution des institutions fondatrices au travers de la révision constitutionnelle de 1874, de l'élargissement de la démocratie directe sous la poussée des minorités et de l'entrée des catholiques au Conseil fédéral, jusqu'à la formule magique de 1959 et aux formes contemporaines d'un consensus généralisé qui fait encore aujourd'hui le bonheur des politologues.

La Première Guerre mondiale, et notamment le fossé entre les Alémaniques et les Romands, les conflits sociaux du début du siècle et plus tard, la réaction culturelle des années 20, cette période que j'appellerais réactionnaire, prélude aux totalitarismes rouge et brun des années 30, que j'appellerais les fascismes révolutionnaires, tout cela constitue aux yeux d'une grande partie de l'opinion publique, autant de menaces pour la cohésion nationale. Et nombre de citoyens dans cette période vont appeler à un patriotisme de la défense nationale qui culminera dans la mise en place de la *geistige Landesverteidigung* de la Seconde Guerre mondiale, au prix d'un attachement renouvelé à la notion de *Sonderfall* et aux mythes du passé. L'histoire jusque dans les années 70 remplit donc pour l'essentiel son rôle de légitimation, tout particulièrement utile dans un concert des nations toujours plus discordant et auquel la Confédération ne peut pas entièrement souscrire. Voilà ce que je voulais d'abord dire pour essayer de montrer à la fois l'importance de la crise actuelle, qui se porte sur notre histoire, et le rôle que cette histoire peut avoir joué jusque dans les années 70, dans la conscience que les Suisses avaient d'eux-mêmes.

La deuxième partie de mon exposé est placée sous le signe de la participation sans adhésion et j'aimerais faire là quelques remarques sur la politique étrangère.

Si le statut de neutralité est relativement précis et très limité en réalité, la politique de neutralité de notre pays est susceptible, elle, de nombreuses modulations. Elle est néanmoins fondamentalement exprimée, non pas tant par l'abstention des affaires du monde (comme on l'a souvent dit en en faisant une lecture exagérément réductrice – en tout cas à certains moments de notre histoire et aux yeux d'un certain nombre de nos magistrats) que par ce que j'appellerais une participation sans adhésion, c'est-à-dire une adaptation distancée à notre environnement. On pourrait refaire là une longue histoire de notre politique étrangère, dans la perspective de cette participation sans adhésion, mais je dois me contenter ici d'en rappeler quelques étapes.

On peut évoquer d'abord le compromis de Londres, en 1920, qui a permis à la Suisse de s'adapter, de participer à la Société des Nations tout en restant, grâce à la neutralité différentielle, fidèle aux fondements mêmes de son histoire. – Le retour, en 1938, à la neutralité intégrale ne sera pas seulement un geste de politique extérieure, l'abandon de la neutralité différentielle (et par conséquent du compromis de Londres) devenue inapplicable, mais aussi un geste de politique intérieure. D'ailleurs, les régimes fascistes le sauront bien, qui féliciteront les autorités suisses de ce retour à la neutralité intégrale, mauvais coup porté à ce qui subsiste de sécurité collective et du système de la Société des Nations. C'est sans doute dans cette perspective-là qu'il faut relire aujourd'hui encore le fameux discours Pilet-Golaz du 25 juin 1940, discours tout à fait étonnant, parce qu'il exprime les trois données fondamentales de notre politique ou les trois facteurs que l'on retrouve dans la plupart des crises d'adaptation que notre pays a connues sur le plan de la politique

extérieure. Ce discours du 25 juin 1940 exprime d'une part, à chaque ligne du texte, la peur suscitée par l'effondrement totalement inattendu de la France et, d'autre part, l'espoir de voir aboutir graduellement le projet politique anti-communiste et anti-socialiste bien antérieur à la guerre qui crée le socle sur lequel se regroupent les droites antidémocratiques. La troisième dimension de ce discours, est le risque, c'est-à-dire la recherche prudente d'une participation à l'Europe nazie, sans adhérer aux valeurs du national-socialisme. Dans ce discours du 25 juin 1940, on peut, je crois, retrouver toutes les grandes données de notre politique étrangère dans la longue durée.

Après la Deuxième Guerre mondiale nous nous sommes retrouvés dans une situation inconfortable: il a été plus difficile que jamais d'opérer la conversion vers la nouvelle Europe en 1945-1946, ce qui rend d'autant plus surprenant les succès remportés par exemple à la Conférence de Washington en 1946 ou la signature par la suite de l'accord de libre-échange industriel avec la Communauté Economique Européenne.

Pour situer à quel point le problème peut être complexe, mais aussi pour montrer qu'il a été compris par nos dirigeants, on peut citer ici le passage d'une notice du 22 juin 1947 de Max Petitpierre, (qui a paru dans le volume 17 des *Documents diplomatiques*). Petitpierre écrit ceci pour lui-même dans cette notice personnelle, d'ailleurs en partie tronquée:

*une abstention totale de la Suisse [il parle du plan Marshall sur lequel les autorités suisses sont en train de s'interroger] soit maintenant, soit au moment où elle serait invitée exposerait notre pays à un grave danger d'isolement auquel nous avons échappé jusqu'à présent. Le problème de notre neutralité ne s'est sans doute jamais présenté de manière aussi difficile. Invoquer la neutralité pour justifier une abstention, serait probablement pratiquer une politique de suicide; ce serait aussi donner à la neutralité un sens qui se retournerait contre elle et contre notre*

*pays, puisqu'il impliquerait le refus d'admettre notre solidarité avec l'Europe et de participer à son relèvement. Notre situation aujourd'hui n'est plus ce qu'elle était dans le jeu des alliances entre Etats européens, entre lesquels il existait malgré la différence des régimes une communauté de civilisation. Actuellement, nous avons d'un côté l'URSS et les Etats satellites qui sont les adversaires de notre régime de démocratie et de liberté; de l'autre les Etats-Unis qui sont, je crois qu'il faut avoir le courage de le reconnaître, la dernière chance de l'Europe et sans l'aide desquels l'Europe est incapable de se défendre contre le totalitarisme soviétique et de se relever économiquement.*

Telle était, en 1947, la perspective de Max Petitpierre.

Au chapitre de la participation sans adhésion, on peut rappeler l'une des données essentielles de notre politique étrangère: les bons offices et l'aide humanitaire, dont le développement depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, notamment au travers des deux guerres mondiales, apporte les témoignages d'une solidarité agissante sans laquelle la neutralité n'est qu'une expression d'égoïsme de la part de l'Etat et du peuple. L'aide humanitaire et son étude constituent en fait une donnée assez fondamentale pour comprendre l'évolution de notre politique étrangère, et partant l'évolution de notre culture politique, de notre passé historique. Tout cela peut s'éclairer de façon très révélatrice dans l'aide humanitaire. Car cette aide humanitaire et ces bons offices me paraissent être destinés autant à la consommation intérieure qu'à la consommation extérieure. Ils permettent dans leur mise en œuvre, dans leur discours, dans leur intention, de réconcilier dans une perspective souvent très convergente deux grandes traditions de l'historiographie suisse, celle de la Suisse héroïque, voire belliqueuse et celle de la Suisse humanitaire. (L'utilisation par le CICR d'un vocabulaire militaire adapté à ses tâches est à cet égard révélateur et les mauvaises langues d'ailleurs,

parleront – c'est une boutade qui comme toutes les boutades est excessive, mais en même temps indicatrice – souvent du CICR comme un service après vente d'Erlikon Bühler. C'est bien entendu faux, et c'est bien entendu également vrai...)

Pour revenir, en conclusion, sur l'héritage et les problèmes actuels, je dirais que l'une des vertus, parmi d'autres, de la crise des fonds en déshérence est de nous obliger à nous demander sur quelle base doit reposer la solidarité dont nous nous réclamons facilement et sur quelle histoire il convient d'analyser l'idée que nous nous faisons de notre singularité. Au moment où l'instrument de cette neutralité, c'est-à-dire la participation sans adhésion, révèle ses limites dans l'organisation internationale, par exemple avec la création des institutions supranationales qui ne permettent plus de participer sans adhérer, probablement devons-nous à nouveau nous poser la question de la nature de notre rapport au monde et, bien entendu, notam-

ment de notre rapport à l'Europe. Il y a dans tout ce qui s'est produit en Suisse jusqu'à maintenant, une grande cohérence. La politique des bons offices et d'aide humanitaire est effectivement une politique cohérente, par rapport à notre histoire – par rapport à nos besoins, elle l'était. Elle cesse peu à peu et graduellement de l'être et ce que la chute du Mur de Berlin nous permet aujourd'hui de faire (parce qu'elle nous libère des contraintes de la guerre froide, parce qu'elle a effectivement détruit l'ordre précédent sans vouloir aujourd'hui le remplacer par un ordre d'ailleurs nouveau) c'est de pouvoir désormais revenir à l'héritage de 1848, de mieux apprécier, parce que nous sommes plus libres et maîtres de nous-mêmes, sa portée révolutionnaire et pas seulement celle de la guerre civile. C'est la raison pour laquelle il me semble que ces questions d'aujourd'hui prennent place dans l'héritage de 1848.